

LA DIALECTIQUE DE LA SOCIALISATION EN TEMPS DE CRISE

Cécile Van de Velde

Presses Universitaires de France | « Sociologie »

2012/4 Vol. 3 | pages 427 à 432

ISSN 2108-8845

ISBN 9782130594086

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-sociologie-2012-4-page-427.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La dialectique de la socialisation en temps de crise***The dialectics of socialization in a period of crisis***

par Cécile Van de Velde*

Comment, dans nos sociétés contemporaines, construire tout à la fois des « personnalités autonomes » et maintenir un ordre social ? Autrement dit, comment penser une société d'individus ? La « dialectique de la socialisation » selon Raymond Aron naît de cette tension potentielle qui se creuse, au sein des sociétés modernes, entre la montée inéluctable d'un idéal d'autonomie individuelle et la continuité d'un impératif de socialisation. Socialiser certes, mais socialiser des individualités qui se veulent de plus en plus libres et autonomes : c'est au cœur de cette contradiction entre individu et ordre social que Raymond Aron inscrit sa pensée dialectique du progrès et du changement. Il s'agit ici, prévient-il, d'une dialectique particulièrement complexe, tant elle confronte des forces contradictoires de *stabilisation* et de *déstabilisation* des sociétés. Raymond Aron l'inscrit délibérément dans un dialogue scientifique à travers les âges : il s'attache, plus d'un siècle après, à répondre aux thèses de Tocqueville, tout en se livrant lui-même à un exercice de prospective. De ce fait, ce texte frappe d'emblée par son audace prédictive. Point n'est question ici d'en faire l'exégèse, mais plutôt de poursuivre modestement le dialogue engagé d'un siècle à l'autre, pour en explorer quelques résonnances contemporaines. En effet, ce texte porte la genèse de problématiques aujourd'hui saillantes au sein de la sociologie française, que ce soit sur les questions d'éducation, de jeunesse ou de construction sociale et familiale des inégalités.

**Ni semblables, ni égaux :
la double erreur de Tocqueville**

Démocratie, égalité... conformité ? Raymond Aron appuie sa réflexion prospective sur ce qu'il considère relever d'une « erreur » de Tocqueville : cette méprise porterait non pas sur la vision de la famille – qu'il va au contraire confirmer dans ce texte – mais plutôt sur les liens supposés entre démocratie, homogénéisation de la société et repli sur soi. Il rappelle en effet combien Tocqueville annonçait l'avènement d'une société de « semblables et égaux », comme dans ce passage de *La démocratie en Amérique*, cité en conclusion de son chapitre : « Je vois, écrit-il, une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine ; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne le voit pas ; il les touche et il ne les sent point ; il n'existe qu'en lui même et pour lui seul et, s'il lui reste une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie¹ ».

La dynamique démocratique conduirait ainsi, selon Tocqueville, à l'isolement individuel et familial, à l'indifférence à la vie de la Cité et, conjointement, à une montée en puissance de la société : de ce processus de « relâchement » des liens sociaux

* Maître de conférences à l'EHESS, chercheur au Centre Maurice Halbwachs
CMH-ERIS – 48 bd Jourdan – 75014 Paris
cecile_vandevelde@hotmail.com

1. Alexis de Tocqueville (1840), *La démocratie en Amérique*, V. 2, cité par Raymond Aron (1969), *Les désillusions du progrès. Essai sur la dialectique de la modernité*, Agora, p. 159.

et des groupes d'appartenance, émergerait un monde où « chaque individu est isolé et faible, la société agile, prévoyante et forte² ». Et Raymond Aron de constater qu'une telle vision relève désormais de la fiction, et de demander : où se situe-t-on donc l'erreur de Tocqueville ?

*Socialisation des consciences et autonomie :
une tension « moderne »*

Cette vision tocquevillienne n'est pas mobilisée par hasard : elle entre en profonde résonance avec les interrogations prospectives de Raymond Aron quant aux effets de la « socialisation de masse » dont il se fait le témoin. Face à la pression des nouveaux moyens de communication, il esquisse un scénario de changement social qui résulterait de l'assujettissement croissant de l'individu à ces modes de socialisation de plus en plus puissants : la force inégalée de la « socialisation des consciences » pourrait conduire à la convergence de tous, et, à terme, à l'indifférence politique et au repli sur soi. Ces nouvelles échelles de socialisation feraient ainsi émerger une société tocquevillienne de « semblables isolés », qu'il évoque, au fil des pages, sous le vocable métaphorique de « termitière » ou « d'hommes de la masse ». « Doit-on craindre l'asservissement de tous à un pouvoir anonyme³ » interroge-t-il. Il s'agit là d'un des deux scénarios de changement social qu'il s'attache à dessiner, et, *in fine*, du premier versant de sa dialectique de la socialisation – celui qui relève des nouveaux modes de socialisation, potentiellement porteurs d'une dynamique d'homogénéisation de la société.

En effet, et c'est dans cette opposition qu'émerge la tension dialectique de la socialisation, cette force homogénéisatrice vient se confronter à celle, supposée contradictoire, d'un idéal émergent d'autonomie qui se diffuse au sein des sociétés modernes. Les moyens de socialisation de masse se développent au moment même où l'autonomie de l'individu s'affirme comme une aspiration. Le paradoxe est là : « De même, dirons-nous, la civilisation industrielle soumet les individus à une stricte discipline dans le travail, à l'influence d'une opinion publique diffuse, pesante, insaisissable, en même temps qu'à la pression constante des moyens de communication, et

pourtant elle se réclame d'une philosophie de la liberté ou de la personnalité⁴ ». L'avènement de « personnalités autonomes » esquisserait un second scénario de changement social, porteur au contraire d'une différenciation croissante des hommes au sein de la société : on assisterait alors à l'émergence d'une « communauté d'hommes libres ».

La dialectique de la socialisation naît ainsi de la confrontation entre ces deux forces pensées comme contraires : d'un côté, une puissante dynamique démocratique, qui se traduit par l'avènement d'un individu empreint d'une « philosophie de la liberté » ; de l'autre, le développement de nouveaux modes de socialisation des consciences, qui s'exercent à des échelles jusqu'ici inégalées. Certes, souligne Raymond Aron, cette tension n'est pas nouvelle ; déjà Durkheim en faisait une caractéristique émergente de la modernité : « Nul n'a souligné plus fortement qu'Émile Durkheim les deux aspects de la conscience moderne : la socialisation des consciences et l'idéal d'autonomie personnelle qui définit la civilisation moderne. » Mais selon Raymond Aron, elle s'aiguise, voire se radicalise, face au développement conjoint de puissants moyens d'uniformisation des consciences et d'un idéal d'autonomie personnelle. En ce sens, cette tension entre individu et ordre social définit bien la civilisation moderne contemporaine. Il résume ainsi cette nouvelle dialectique au sein de la « socialisation des hommes » : « Il n'y a pas de personne humaine antérieure ou extérieure au procès de socialisation ; c'est aussi l'ambition de créer des personnes, non des individus interchangeables dans une masse indifférenciée ou des robots au service de bureaucraties monstrueuses⁵ ».

*Vers quelle société allons-nous ?
Dynamique démocratique et recomposition
des inégalités*

Laquelle de ces deux forces opposées – force différenciatrice de « l'autonomie », ou force homogénéisatrice de la socialisation de masse –, est-elle la plus à même d'imposer son empreinte sur l'évolution des sociétés ? Si cette tension définit la modernité, comment ces dynamiques apparemment contradictoires peuvent-elles coexister dans une société d'hommes

2. *Idem*.

3. *Ibidem*, p. 130.

4. *Ibidem*, p. 129.

5. *Ibidem*, p. 128.

socialisés ? En filigrane, sont interrogés les effets potentiels de cet idéal d'autonomie individuelle, plus ou moins contrarié par la puissance de la socialisation de masse, sur la structuration sociale et sur l'appartenance au groupe.

De plus en plus égaux et de plus en plus semblables, aurait donc répondu Tocqueville... Ni vraiment égaux, ni vraiment semblables, répond à son tour Raymond Aron, qui met en perspective les thèses de Tocqueville sur les effets sociaux de la démocratie. Il déconstruit ainsi son double postulat, réfutant d'une part la tendance croissante à l'égalité, d'autre part celle à l'uniformisation sociale. La première erreur de Tocqueville, relu par Raymond Aron, se fonde sur le lien supposé entre démocratie et égalité sociale. Cette tendance, rappelle-t-il, est loin d'être linéaire et inéluctable : plus encore, ce sont les forces elles-mêmes de l'accès à l'égalité qui créent l'inégalité, dans une tension inhérente à la dynamique démocratique elle-même. L'aspiration à l'égalité accentue la comparaison des uns avec les autres : en appelant à la différenciation, elle reconstruit sans cesse les inégalités. Dans ce mouvement comparatif, l'aspiration à l'égalité induit donc un renouvellement incessant des modes de différenciation du social : « La société moderne s'organise nécessairement selon une hiérarchie en dépit de son projet égalitaire⁶. » La seconde erreur de Tocqueville réside, de façon interdépendante, dans l'idée même que l'égalité conduirait à la conformité. En effet, Raymond Aron souligne combien la persistance des inégalités freine la dissolution des groupes d'appartenance autres que la famille. Tocqueville aurait ainsi cru, à tort, que « tous les liens de race, de classe, de patrie se détendent » et que « le grand lien de l'humanité se resserre ». Si l'on résume ainsi la double erreur de Tocqueville selon Aron, non seulement le développement tendanciel de l'égalité contient en elle-même ses propres limites, mais elle ne conduit pas systématiquement à l'uniformité sociale.

Famille, école et masses : tensions dans la socialisation

Cette réfutation de la vision tocquevillienne marque fortement les ressorts argumentatifs du texte : en lien avec cette critique fondatrice, Raymond Aron met en interrelation les dynamiques

et les contre-dynamiques de l'égalité au sein de la famille, de l'école, et des médias ; il va principalement insister sur les mécanismes de recomposition des inégalités sociales au sein même des processus de démocratisation familiale et scolaire.

Soulignons-le d'emblée : Raymond Aron présente ici l'individu et l'ordre social comme des forces contraires, entrant en tension l'une contre l'autre, sans alléguer leur possible conjugaison, voire leur complémentarité. Cette vision dialectique a le mérite d'insister sur les formes de déstabilisation du social, et montre bien toute la tension entre l'émergence de singularités autonomes et le maintien d'un système, tension qui n'est pas sans écho contemporain : elle permet de lire par exemple certaines des mobilisations sociales récentes telles que les Indignés, qui ont pour ressort profond une scission entre l'aspiration à une autonomie individuelle – pensée de plus en plus comme capacité de gouvernement, individuel et collectif, de son destin – et la dénonciation d'un système ne garantissant pas cette capacité d'autonomie (Van de Velde, 2011). Mais pour autant, en les présentant comme des éléments opposés, Raymond Aron n'évoque pas les formes potentielles de conciliation entre socialisation et individualisation au sein des sociétés modernes. Plutôt que leur contradiction, la sociologie contemporaine s'attache désormais à penser leur possible articulation, que ce soit au sein de la famille, de l'école, et des médias.

La fin de la fonction économique de la famille ? Démocratie, autonomie et liens familiaux

La montée de l'autonomie individuelle marquerait-elle la fin de la famille ? Raymond Aron prend ici le contrepied volontaire et explicite de certains de ses contemporains, qui fustigeaient la dissolution de la cellule familiale, et s'attache au contraire à défendre une vision positive des évolutions en cours. C'est sur cette question de la socialisation familiale que Raymond Aron prend ses accents les plus tocquevilliens, projetant la thèse d'une démocratisation croissante de la famille, garante de l'affectivité du lien. Il épouse ainsi l'idée d'une pénétration progressive d'une double norme d'autonomie et d'égalité au sein de la famille : bien loin de fragiliser la cellule familiale, cette montée de l'autonomie en préserverait au contraire la force. Il prend pour exemple l'indépendance croissante des jeunes, dont il

6. *Ibidem*, p.134.

offre une lecture tendancielle mais aussi comparée, soulignant, dans une analyse pionnière, l'émergence de modes d'éducation particulièrement marqués par l'autonomie au nord de l'Europe. Plusieurs travaux anthropologiques et sociologiques des dernières décennies y ont, depuis, confirmé la prégnance d'une norme démocratique et d'une valorisation de l'indépendance au sein même de la famille (Gullestad & Ségalen, 1990). Elle traduit notamment par la forme de décohabitation la plus précoce d'Europe, légitimée en elle-même, prolongée par l'interstice le plus long entre le départ du foyer parental et la construction d'un nouveau foyer (Van de Velde, 2008).

Relue quelques décennies après, cette projection apparaît très marquée par les évolutions rapides des modes de vie familiaux au cours des années 1960, caractérisés par une indépendance croissante des individus tout au long de leurs parcours, dans une vision tendancielle du « progrès » social. En effet, Raymond Aron associe la montée de l'autonomie à la fin de la fonction économique de la famille. Cette projection l'a conduit à évacuer la possibilité d'un maintien, ou d'un retour, des solidarités économiques au sein de la famille. Fin de la dépendance économique et montée de l'autonomie lui semblent aller de pair. Cette thèse d'une famille « dépouillée de sa fonction économique ⁷ » fait d'autant plus ressortir, en creux, les conséquences de la « crise », depuis les années 1970, qui a entraîné une « refamilialisation » économique des parcours de vie individuels – du moins à l'entrée dans la vie adulte –, comme l'atteste un large pan de la littérature sociologique sur les liens et des transferts entre générations (Attias-Donfut, 1995, Masson, 2009). Que ce soit sur des indicateurs tels que le départ de chez les parents, les transferts financiers, ou certaines formes de cohabitation en fin de vie, cet investissement de la fonction économique de la famille a même été accentué par la crise plus récente. On assiste à une légitimation renouvelée de ces solidarités matérielles, à l'heure où, par exemple, augmentent les retours chez les parents dans l'ensemble des sociétés d'Europe occidentale et en Amérique du Nord. Certes, au delà de cette apparente plasticité des solidarités familiales, le ralentissement économique aiguise fortement la tension entre individu et solidarités, et, au final, l'acceptation de ces transferts apparaît très fortement conditionnée à la possible préservation d'une marge

d'autonomie. Cette mise en tension est particulièrement perceptible au sud de l'Europe, où les solidarités familiales, très sollicitées, semblent atteindre désormais leurs limites, tant elles mettent à l'épreuve les aspirations à l'indépendance individuelle.

Péril en la méritocratie ?

Éducation, inégalités et ordre social

C'est sans doute sur la question de l'éducation que Raymond Aron se révèle le plus visionnaire, engageant des perspectives pionnières et aujourd'hui avérées, quant à la persistance des inégalités, à leurs fondements familiaux et sociaux, et aux effets possibles de la démocratisation scolaire sur la méritocratie.

De la socialisation familiale à la socialisation scolaire : puisque la cellule famille est appelée à se maintenir, les inégalités scolaires et sociales vont également, selon Raymond Aron, se perpétuer. En d'autres mots, la démocratisation scolaire et étudiante ne conduira pas à l'égalité devant l'instruction. Raymond Aron bâtit son hypothèse sur la continuité et l'articulation des socialisations familiale et scolaire : « Cette inégalité tire son origine de la "continuité familiale" : du lien entre sentiment de la famille et du sentiment de classe⁸. » La reproduction des stratégies familiales viendra, selon lui, contrebalancer le poids croissant du diplôme sur les parcours : « La carrière de l'individu semble et semblera de plus en plus déterminée par la formation intellectuelle reçue au cours de la première partie de l'existence. Si le statut social dépend des diplômes et que les succès scolaires subissent l'influence du milieu familial, celui-ci garderait, en une société apparemment mobile, de vocation intellectuelle, une importance que d'aucuns inclinent à lui dénier. Sans que les données autorisent des affirmations catégoriques, il me paraît probable que la solidarité entre socialisation par la famille et socialisation par l'école (en incluant dans ce terme l'Université aussi bien que l'école primaire) se maintiendra dans un avenir prévisible⁹. » Affirmation ô combien visionnaire, à l'heure où est débattu un éventuel « retour des héritiers », face au poids croissant de la famille dans la réussite scolaire et étudiante – que ce soit en termes d'orientation, de soutien financier et matériel, ou de mise à disposition de réseaux –, et

7. *Ibidem*, p.133.

8. *Ibidem*, p.144.

9. *Ibidem*, p.146.

face à l'augmentation conjointe de la pression familiale sur le diplôme, notamment au sein des classes moyennes.

Qui plus est, Raymond Aron annonce en quelque sorte, avec quelques décennies d'avance, la diffusion d'un sentiment de « déclassement » au sein des générations nouvellement éduquées. « Probablement des diplômés devront-ils demain occuper des emplois qu'ils jugent aujourd'hui indignes d'eux¹⁰ » : cette phrase frappe par sa justesse et sa force prédictive ; elle entre en résonance profonde avec les récents débats sur le déclassement en France (Chauvel, 2003, Peugny, 2009, Maurin, 2009). Raymond Aron pose des interrelations pionnières entre démocratisation scolaire, méritocratie et ordre social au sein de la société française. Il souligne la frustration qu'est susceptible de générer le possible désajustement entre investissement scolaire et perspectives sociales au sein des générations nouvellement éduquées, et donc leur force de déstabilisation pour l'ordre social. « Le rapport entre les qualifications données aux élèves et les métiers qu'ils auront à exercer, encore mal exploré, intéresse la stabilité, l'organisation de la société tout entière. Ceux qui ont obtenu un grade universitaire ne représentent aujourd'hui encore que 2 % de la population totale en France, ce pourcentage s'élèvera à 8 % en 1985, d'après les prévisions actuelles¹¹ ». Au delà de cette dernière sous-estimation statistique, une telle vision est d'autant plus audacieuse qu'elle est écrite à l'époque des prémices de la démocratisation scolaire. Une telle problématique touche aujourd'hui non seulement la société française, où de récentes enquêtes montrent toute l'ambiguïté de la croyance en la méritocratie au sein des étudiants français (Tenret, 2011), mais également la plupart des sociétés développées, où elle est à l'origine de nombre des mobilisations étudiantes récentes.

Ce sont d'ailleurs ces générations massivement éduquées qui viennent nuancer la vision de Raymond Aron sur le pouvoir de « massification » des médias dans la socialisation moderne. En effet, Aron, décline, dans de plus courtes pages, une approche des médias comme puissants moyens de construction de

l'opinion publique, malgré l'émergence de différenciations culturelles. La sociologie contemporaine a migré de cette approche socialisatrice à une approche plus « capacitaire » des « nouveaux » médias, soulignant leurs usages de contre-pouvoir critique, et de socialisation intra-générationnelle. L'analyse de leur rôle au sein des mouvements sociaux récemment initiés par les jeunes générations dans différents endroits du monde montre qu'ils peuvent désormais jouer un rôle de mise en capacité générationnelle, par le double relais de la coordination et de la contre-information, associé à une crainte affichée des médias traditionnels.

Conclusion

Des désillusions du progrès aux illusions de la crise : la *dialectique de la socialisation* de Raymond Aron porte en elle-même les germes d'un retournement, et sa relecture nous dit paradoxalement beaucoup de nos sociétés contemporaines, tendues entre la montée d'une norme d'autonomie et l'assombrissement conjoint des perspectives économiques. Attentive à la construction même des attentes générationnelles, cette dialectique permet de penser le changement social par le triple prisme des aspirations éducatives, des normes d'autonomie, et de l'évolution des perspectives sociales. Cette dialectique de la socialisation pourrait revêtir aujourd'hui les traits plus contemporains d'un enjeu de souveraineté, portant sur le gouvernement – individuel ou collectif – des vies et des parcours socio-professionnels, face à une crise mondialisée. Elle nous rappelle, par contraste, combien a été depuis remise en cause l'idée même de progrès, et invite à penser les modes de conciliation nouveaux entre autonomie et solidarités familiales, ainsi qu'entre individualité et socialisation, dépassant la seule contradiction des forces de l'individu et de celles de l'ordre social. Ces modes de conciliation n'excluent pas, comme l'avait prédit Aron, leur profonde mise en tension : l'éducation est effectivement devenue source de frustration, voire de contestation générationnelle et sociale.

10. *Ibidem*, p.146.

11. *Ibidem*, p.146.

Bibliographie

Attias-Donfut C. (dir.) (1995), *Les Solidarités entre générations. Vieillesse, famille, État*, Paris, Nathan.

Chauvel L. (2003), *Le Destin des générations*, Paris, PUF.

Gullestad M. & Segalen M. (1990), *La Famille en Europe. Parenté et perpétuation familiale*, Paris, La Découverte.

Peugny C. (2009), *Le Déclassement*, Paris, Grasset.

Masson A. (2009), *Des liens et des transferts entre générations*, Paris, Éditions de l'EHESS.

Maurin E. (2009), *La Peur du déclassement*, Paris, Le Seuil « La République des idées ».

Tenret É. (2011), *Les Étudiants et le mérite*, Paris, La Documentation Française.

Van de Velde C. (2008), *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, PUF.

Van de Velde C. (2011), « Indignés : les raisons de la colère », *Cités*, Paris, PUF, n° 47-48, pp. 293-297.